

BulletinFrancoPaix

Vol. 6, n°4

Avril 2021

UQÀM



CHAIRE RAOUL DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix



#EndSARS : le mouvement contre les violences policières au Nigeria

Par Krystal Strong

PAGE 2

Nouvelles et annonces

PAGE 7

#EndSARS : le mouvement contre les violences policières au Nigeria

Par Krystal Strong



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au Nigeria, le mouvement #EndSARS contre la brutalité policière a attiré l'attention sur les abus de pouvoir d'une unité de la police nigériane «The Special Anti-Robbery Squad» (SARS) devenue symbole de la violence et de la corruption de l'État.

Le 3 octobre le décès d'un jeune homme suite à son interpellation par le SARS déclenche des mobilisations de grande envergure. Elles sont nourries par la colère des manifestants face aux années d'impunité dont a bénéficié cette unité policière nigériane, coupable de nombreuses exactions : exécutions extrajudiciaires, extorsions et tortures.

Le 11 octobre, le SARS est dissout et remplacé par le « Special Weapons and Tactics Unit ». Malgré cela, les mobilisations se poursuivent.

Les jeunes femmes jouent un rôle de premier plan dans cette lutte. Grâce au financement participatif en ligne, les manifestants et victimes reçoivent de l'aide dans une transparence sans précédent.

Le 20 octobre, les manifestants organisent un sit-in au péage de Lekki. Ils sont violemment réprimés par les forces de l'ordre. Pour des raisons sécuritaires, les organisateurs du mouvement #EndSARS décident alors de faire profil bas.

Bien que le « massacre de Lekki » ait marqué la fin des manifestations, plusieurs initiatives de mobilisation continuent à émerger, notamment, en vue de l'élection présidentielle de 2023.

Krystal Strong

PhD, University of Pennsylvania

Assistant Professor
Education, Culture, and Society
Program
Graduate School of Education

kstrong@upenn.edu



Manifestants du mouvement #ENDSARS

Le mois d'octobre 2020 a vu la montée en puissance puis l'essoufflement de #EndSARS, un mouvement populaire dirigé par des jeunes contre la violence policière au Nigeria. Pendant trois semaines, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues, attirant l'attention du monde entier sur les abus de pouvoir d'une unité de la police nigériane, «The Special Anti-Robbery Squad» (SARS, en français - Brigade spéciale anti-vol). Le mouvement #EndSARS diffère d'autres mobilisations spontanées, menées de manière ponctuelle contre l'insécurité politique et économique. Sa montée en puissance sans précédent s'explique surtout par une nouvelle approche organisationnelle axée sur le leadership des femmes et la décentralisation du pouvoir. Bien que les autorités l'aient systématiquement réprimé, jusqu'au massacre de plus d'une douzaine de manifestants pacifiques et l'imposition de mesures d'interdiction des manifestations publiques, le mouvement #EndSARS s'inscrit dans une vague de mobilisations contre la violence policière dans le monde, qui exige des changements structurels immédiats.

Le SARS a été créé en 1992 en tant qu'unité tactique de la police fédérale, alors que le Nigeria traversait sa quatrième décennie de régimes militaires. Sa mission principale était de freiner la hausse des crimes violents tels que les vols à main armée et les enlèvements. Cependant, au fil des années, le SARS est devenu un symbole de la violence et de la corruption de l'État. Un rapport d'Amnesty International de 2020 a recensé quatre-vingt-deux cas d'atteinte très grave aux droits de la personne liés à cette brigade entre janvier 2017 et mai 2020. Il s'agit notamment d'exécutions extrajudiciaires, d'extorsions, de tortures, y compris «des pendaisons, des

simulacres d'exécution, des passages à tabac, des coups de poing et de pied, des brûlures avec des cigarettes, des simulacres de noyade, des quasi-asphyxies avec des sacs en plastique, des détentions forcées dans des positions corporelles stressantes et des violences sexuelles¹».

L'utilisation de la police comme appareil de violence d'État est profondément ancrée au Nigeria. Les forces policières armées ont été des acteurs centraux de l'occupation coloniale britannique, que ce soit lors de la conquête de Lagos en 1861 ou encore durant les expéditions violentes qui ont soumis les communautés et les dirigeants locaux au contrôle britannique. L'héritage impérial est également un pilier de l'organisation du maintien de l'ordre postcolonial². Pendant plus d'un siècle, mais aussi parallèlement aux régimes militaires qui se sont succédé de 1966 à 1999, «les hommes de l'armée et de la police [ont] dirigé la nation, gouverné les États et patrouillé dans les rues, exerçant sans discernement une violence incontrôlée sur les personnes ordinaires». #EndSARS doit donc également être compris comme une accumulation de griefs contre la violence d'État, le maintien de l'ordre, le militarisme et l'impérialisme.

Une tempête parfaite

Le 3 octobre 2020, deux jours après que le Nigeria ait célébré ses soixante ans d'indépendance, un tweet est devenu viral. Il annonçait que le SARS venait «de tuer un jeune homme» dans la ville d'Ughelli, située dans l'État du Delta, au sud du pays³. En quelques heures, le message a été retweeté plus de 10 000 fois et d'autres enregistrements ont été diffusés avec le mot-clic #EndSARS. Les images relayées montraient la scène horrible d'un corps sans vie, abandonné au

bord de la route. L'une des vidéos, filmée par un groupe qui poursuivait les agents de police ayant volé la Lexus du jeune homme tué, était accompagnée d'un tweet : «Les agents du SARS sont maintenant des criminels en uniforme. #EndSARS. Il est temps que les jeunes déclarent #WarOnSARS (la guerre au SARS)⁴».

La colère suscitée par cet enregistrement rappelait étrangement les circonstances d'un autre meurtre. En décembre 2017, une vidéo montrant un groupe de jeunes pourchassant une voiture du SARS depuis le lieu d'un crime à Lagos est devenue virale avec le même mot-clic #EndSARS⁵. Bien que le meurtre de 2017 ait donné lieu à une campagne en ligne visant à «réformer» le SARS, elle n'a été suivie que de mobilisations passagères. Les frustrations ont continué de croître alors que le gouvernement restait inactif et que les abus du SARS se poursuivaient⁶. Le meurtre d'octobre 2020 a relancé l'attention sur les brutalités policières et a poussé des dizaines de milliers de citoyens dans les rues de différentes villes, dans vingt-huit des trente-six États du nord du Nigeria⁷. Au même moment se tenaient des manifestations «pro-SARS» dans les huit États restants. Ces rassemblements s'expliquent par le fait que ces États sont considérés comme des bastions du président Buhari, mais également parce que les menaces sécuritaires liées à l'insurrection de «Boko Haram» ont tendance à augmenter plutôt que diminuer les forces de sécurité⁸.

À Lagos, le mouvement s'est déclenché le 8 octobre : durant toute la nuit, les jeunes ont manifesté devant la maison du gouverneur. En réponse à cette agitation, les législateurs ont convoqué une séance parlementaire d'urgence et demandé une enquête publique sur le SARS, ainsi que son remplacement. Le lendemain, les manifestations se sont étendues à plusieurs villes, dont la capitale fédérale, Abuja, où les jeunes ont campé devant le siège de la police, réclamant de parler avec l'inspecteur général

”

«Le mouvement #EndSARS s'inscrit dans une vague de mobilisations contre la violence policière dans le monde, qui exige des changements structurels immédiats.»

de la police. Ils ont été accueillis par des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des balles réelles. À Ogbomosh, une ville du sud-ouest de l'État d'Oyo, la police a tué au moins quatre personnes, dont Jimoh Isiak. Ce meurtre a exacerbé les tensions. Jimoh Isiak était la toute première victime des manifestants et son nom a été fréquemment cité par ceux-ci.

Trois jours après le début des manifestations, le 11 octobre, l'inspecteur général de la police annonça la «dissolution» du SARS. Deux jours plus tard, après une pression continue, il a ajouté que le SARS serait remplacé par une nouvelle entité, le SWAT (Special Weapons and Tactics Unit). Cette annonce fut reçue avec méfiance par les manifestants. En effet, depuis 2015, le gouvernement nigérian avait promis à six reprises de «réformer», «restructurer», «réorganiser» et, plus récemment, de «dissoudre» le SARS. En outre, pendant toute cette période, le gouvernement n'avait pas poursuivi un seul agent pour abus, même après l'adoption d'une loi anti-torture en 2017.

Ainsi, malgré la déclaration de l'inspecteur général de la police, les mobilisations se poursuivirent la semaine suivante. Le mouvement prenait de l'ampleur : les manifestants ont commencé à bloquer les principaux axes routiers, les aéroports et l'Assemblée nationale du Nigeria. Dans plusieurs villes, ces actions ont été violemment réprimées par des jeunes soutenus par les autorités⁹. Des manifestations ont également été organisées dans des pays comptant d'importantes diasporas nigérianes :

Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Allemagne, Ghana et Afrique du Sud.

Les manifestants avaient cinq demandes principales, appelées également «#5for5» : que le gouvernement (1) libère les manifestants arrêtés (2) indemnise les familles des victimes de violences policières (3) crée un organe indépendant chargé de poursuivre les agents (4) évalue psychologiquement les agents du SARS avant qu'ils ne soient redéployés, et (5) augmente le salaire des agents de police afin de les dissuader de pratiquer l'extorsion.

L'expansion rapide du mouvement #EndSARS pourrait s'expliquer en partie par l'expérience acquise lors de multiples autres épisodes. En 2011, «Enough is Enough (EiE) Nigeria» est apparu au moment de l'élection présidentielle sous la forme d'une campagne en ligne ciblant le président Umaru Yar'Adua, la violence ethnoreligieuse et la pénurie de carburant. En 2012, «Occupy Nigeria» s'est formé après la suppression de la subvention sur le carburant par l'administration de Goodluck Jonathan, ce qui avait suscité des protestations nationales massives et des mobilisations internationales. En 2014, la célèbre campagne «Bring Back our Girls» s'est rapidement développée à partir d'une mobilisation locale vers les médias sociaux, engendrant une solidarité dans le monde entier. Les leçons de toutes ces mobilisations ont contribué à forger une nouvelle approche organisationnelle pour #EndSARS qui se focalise sur le leadership des femmes, le pouvoir décentralisé et les revendications pour des changements structurels.

« La gouvernance n'a rien de sorcier » : le leadership des femmes et le pouvoir décentralisé

Dès les premiers jours des manifestations, les jeunes femmes ont joué un rôle de premier plan dans la mobilisation en ligne et celles des rues¹⁰. La «Feminist Coalition», coordonnée par quatorze femmes, s'est positionnée comme l'un des moteurs de la lutte grâce au vaste réseau d'entraide qui a permis de financer des manifestations. Un financement participatif en ligne a permis au groupe d'amasser plus de 147 millions de nairas (près de 400 000 dollars) qui ont été rapidement redistribués, avec une transparence sans précédent, pour fournir aux activistes de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux, de la sécurité, ainsi qu'une aide juridique et des secours aux victimes de violence policière et à leurs familles. Comme l'a posté Chioma Agwuegbo sur Twitter, «nous avons vu plus de réactivité, de responsabilité proactive, de résilience, d'agilité, d'innovation, de collaboration et d'inclusion de la part de la [Coalition féministe] que le Nigeria ne nous en a JAMAIS donné. La gouvernance n'a rien de sorcier ('governance is not rocket science')¹¹». Ce modèle de leadership - centré



Manifestants du mouvement #EndSARS

04

BULLETIN FRANCOPAIX
Vol. 6, n° 04 • AVRIL 2021

« À la tombée de la nuit, les sons glaçants de coups de feu résonnaient en direct sur les réseaux, suivis de cris affolés et de personnes s'enfuyant, alors que d'autres persistaient à fredonner l'hymne national. »

sur les femmes et fondé sur l'entraide - reflète une forme d'organisation particulièrement intéressante, surtout au Nigeria, où les femmes sont confrontées à des obstacles importants en matière de participation politique.

Pourtant, même si la «Coalition féministe» a été reconnue comme un soutien et un point d'ancrage pour le mouvement à la fois en ligne et dans la rue, les activistes ont collectivement insisté sur le fait que «nous n'avons pas de leaders», rejetant toute allusion au leadership individuel ou organisationnel comme visage concret du mouvement. Selon Edwin Abraham, de #EndSARS, du fait qu'il n'y a pas de dirigeants ou d'organiseurs clairement identifiables, le mouvement est moins susceptible d'être coopté par les autorités¹². En effet, cela a été le cas par le passé, comme avec #OccupyNigeria. L'approche d'un leadership décentralisé et la critique d'une direction individuelle permettent ainsi l'émergence de nouvelles formes de gouvernance au Nigeria.

Le « massacre de Lekki » et la répression du mouvement

Lorsqu'il est devenu évident que la lutte gagnait en popularité, le gouvernement, après avoir donné l'impression d'être réceptif, est passé à la répression pure et simple. Au cours de la première semaine, les manifestants ont signalé que la police et les agents progouvernementaux attaquaient et infiltraient les manifestations. Ils auraient également détruit des biens afin de discréditer le mouvement. Sur Twitter, la «Feminist Coalition» a indiqué que ses comptes bancaires avaient été gelés, ce qui l'obligeait

à se tourner vers la cryptomonnaie bitcoin comme «moyen de financement résistant à la censure¹³». Puis, le 20 octobre, jour tragique du «Mardi noir» (Black Tuesday), des milliers de manifestants ont organisé un sit-in au péage de Lekki, un quartier bourgeois de Lagos. La diffusion en direct via les médias sociaux a montré une foule de jeunes jubilant, assis sur le sol, chantant l'hymne national et brandissant des drapeaux nigériens¹⁴. À la tombée de la nuit, les sons glaçants de coups de feu résonnaient en direct sur les réseaux, suivis de cris affolés et de personnes s'enfuyant, alors que d'autres persistaient à fredonner l'hymne national. En quelques heures, le compte Twitter de l'armée nigérienne qualifiait de «fake news» les informations selon lesquelles l'armée abattait des manifestants, alors même que des survivants partageaient des images et des vidéos de douilles d'armes militaires et de corps de personnes décédées.

Deux jours après le massacre, le président Buhari, dans un discours télévisé, appelait à la fin des protestations, déclarant que le gouvernement ne «permettrait pas à quiconque ou à des groupes de perturber la paix de la nation». Sans reconnaître directement les tueries ou les griefs à l'origine des manifestations, le message était clair : le gouvernement nigérien continuerait à utiliser la force pour réprimer le mouvement. Le discours du président a eu un impact immédiat de démobilisation. Avec au moins cinquante-six manifestants tués en deux semaines¹⁵ et une interdiction de manifester, les organisateurs de #EndSARS ont appelé à «rester en sécurité, rester chez vous». La Coalition féministe a annoncé qu'elle cesserait de collecter des fonds.

Depuis lors, les événements du «massacre de Lekki» ont fait l'objet de luttes pour la responsabilité et la réparation. Moins d'une semaine après la tragédie, le gouvernement de l'État de Lagos a convoqué une commission d'enquête judiciaire pour enquêter sur la

violence du SARS. Cependant, en février, avant la conclusion de l'enquête, la commission a autorisé la réouverture du péage de Lekki, où la fusillade mortelle a eu lieu. En réaction à cette décision des autorités, des activistes de Lagos ont appelé à une manifestation pacifique «Occupy Lekki Toll Gate». La police a dispersé les manifestants en les frappant et en procédant à des arrestations¹⁶.

La demande de démantèlement plutôt que de réforme du SARS témoigne d'une évolution importante dans la lutte contre la brutalité policière au Nigeria. Toutefois, compte tenu de la répression violente du mouvement #EndSARS et des racines profondément implantées de la violence policière au Nigeria, la transformation du SARS en SWAT (Special Weapons and Tactics Unit) est probablement juste un processus de changement d'image d'une structure policière dont le fonctionnement s'inscrit dans les mêmes pratiques de violence.

Au-delà de #EndSARS

Dans Les damnés de la terre, Frantz Fanon écrivait : «Chaque génération doit, à partir d'une relative obscurité, découvrir sa propre mission, la remplir ou la trahir.» C'est ce qui se passe pour la jeunesse nigérienne qui avait mené les mobilisations #EndSARS. Cette génération, la première à avoir grandi entièrement sous des régimes civils, a clairement exprimé sa colère à l'égard d'élites politiques corrompues¹⁷. Au cours des soulèvements de 2020, les jeunes manifestants ont créé la chaîne de radio en ligne «Soro Soke» (qui signifie «exprimez-vous» en yoruba) afin d'avoir un moyen de communication. Elle a été utilisée par les jeunes pour se définir en tant que génération

qui démantèlera enfin les structures de l'impérialisme, du colonialisme et du militarisme au Nigeria.

Bien que le «massacre de Lekki» ait marqué la fin des manifestations de rue pour l'instant, les activistes ont déjà dévoilé leurs plans pour maintenir la dynamique du mouvement au-delà de la lutte contre la violence

policière. Ils ont notamment appelé à la démission du président Buhari avec le mot-clic «#BuhariMustGo». D'autres, anticipant l'élection présidentielle de 2023, ont appelé à la création d'un nouveau parti politique dirigé par des jeunes, le «Youth Democratic Party». Le temps nous dira si #EndSARS sera capable d'exploiter l'énergie puissante de l'activisme de ces jeunes. Cependant, une chose est claire :

le leadership sans hiérarchie du mouvement et son organisation féministe annoncent le renforcement de mouvements qui remettent fondamentalement en question les politiques patriarcales et la domination par le haut qui ont longtemps miné la démocratie nigériane en légitimant la répression d'État.

¹ Amnesty International. (2020). *Nigeria: Time to End Impunity*.

Les sites internet de signalement citoyen End SARS (<https://endsars.com>) et The POBIN (Police Brutality in Nigeria) Project (<https://pobinproject.com>) recensent d'autres abus.

² Alemika, E.E.O. (1993). « Colonialism, state and policing in Nigeria. » *Crime, Law and Social Change*. 20: 187-219.

³ George, A. (25 octobre 2020). « [The roots of #EndSARS protests in Nigeria](#) ». *The Washington Post*.

⁴ Chineylugo. [@AfricaOfficial2] (3 octobre 2020). « [SARS just shot a young boy dead at Ughelli, Delta state as we speak. In front of Wetland hotels. They left him for dead on the road side and drove away with the deceased Lexus jeep. I have videos...](#) » [Tweet].

⁵ Okonkwo, S. [@General_Somto] (3 octobre 2020). « [SARS Officers Are Now Rogue Criminals in Uniform. #EndSARS. It's Time The Youths Declared #WarOnSAR](#). » [Tweet].

⁶ BBC. (4 décembre 2017). « [Nigeria's #EndSARS campaign at police brutality video](#). »

⁷ Agbo, N. (11 août 2018). « [Nigerian Presidency Has Received The #EndSARS Petition-Segun Awosanya](#) ». *The Guardian*.

⁸ West Africa Network for Peacebuilding. (19 octobre 2020). *Nationwide demonstrations against the illicit operations of the Special Antirobbery Squad (SARS) in Nigeria*.

⁹ Bukarti, A.B. (17 octobre 2020). « [#EndSARS: There is no North-South divide](#) ». African Arguments.

¹⁰ Sahara Reporters. (14 octobre 2020). « [Like Abuja, Armed Thugs Disrupt #EndSARS Protest in Lagos](#) ».

¹¹ Haynes, S. (21 octobre 2020). « 'We Are Able to Get Things Done.' [Women Are At the Forefront of Nigeria's Police Brutality Protests](#) ». *Time*.

¹² Chioma Agwuegbo. [@ChiomaChuka] (22 octobre 2020). « [A reminder that we've seen more responsiveness, proactive accountability, resilience + agility, innovation, collaboration, and inclusion from @feminist_co than Nigeria has ever given us.](#) » [Tweet].

¹³ Olurounbi, R. (15 octobre 2020). *Nigeria: #EndSARS movement avoids pitfalls of 'leadership'*. The Africa Report.

¹⁴ Harper, C. (16 octobre 2020). *Nigerian Banks Shut Them Out, So These Activists Are Using Bitcoin to Battle Police Brutality*. Yahoo! News.

¹⁵ Moe [@Mochievous]. (20 octobre 2020). « [People in Lekki sitting on the floor, signing the national anthem & waving the Nigerian flag just a few minutes before fire was opened on them.](#) » [Tweet].

¹⁶ Amnesty International. (21 octobre 2020). *Nigeria: Killing of #EndSARS protesters by the military must be investigated*

¹⁷ Al Jazeera. (13 février 2021). « [Nigerian police beat, arrest protesters at site of Lekki shooting](#). »

¹⁸ Favour Patrick [@thefavourpatrik]. (18 octobre 2020). « [This gave me chills. They've messed with the last generation!!!!](#) » [Tweet].

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Niagalé Bagayoko

a publié le 6 avril 2021 « [Hybridité et réforme des systèmes de sécurité sahéliens](#) » dans la revue *Global Brief*. Elle a également conduit l'étude « [La CEDEAO et la gouvernance des systèmes de sécurité en Afrique de l'Ouest : 1999 - 2019](#) » publiée par l'*African Security Sector Network*, et a coordonné une étude publiée par la *Coalition citoyenne pour le Sahel* « [Sahel : Ce qui doit changer Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations](#) ».

→ Daniel Eizenga

a publié « [Burkina Faso: Military Responses to Popular Pressures](#) » dans *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Il a également participé au balado *Ufahamu Africa*, épisode 114: « [A conversation with Dan Eizenga on Idriiss Déby and Chad](#) ».

→ Maxime Ricard

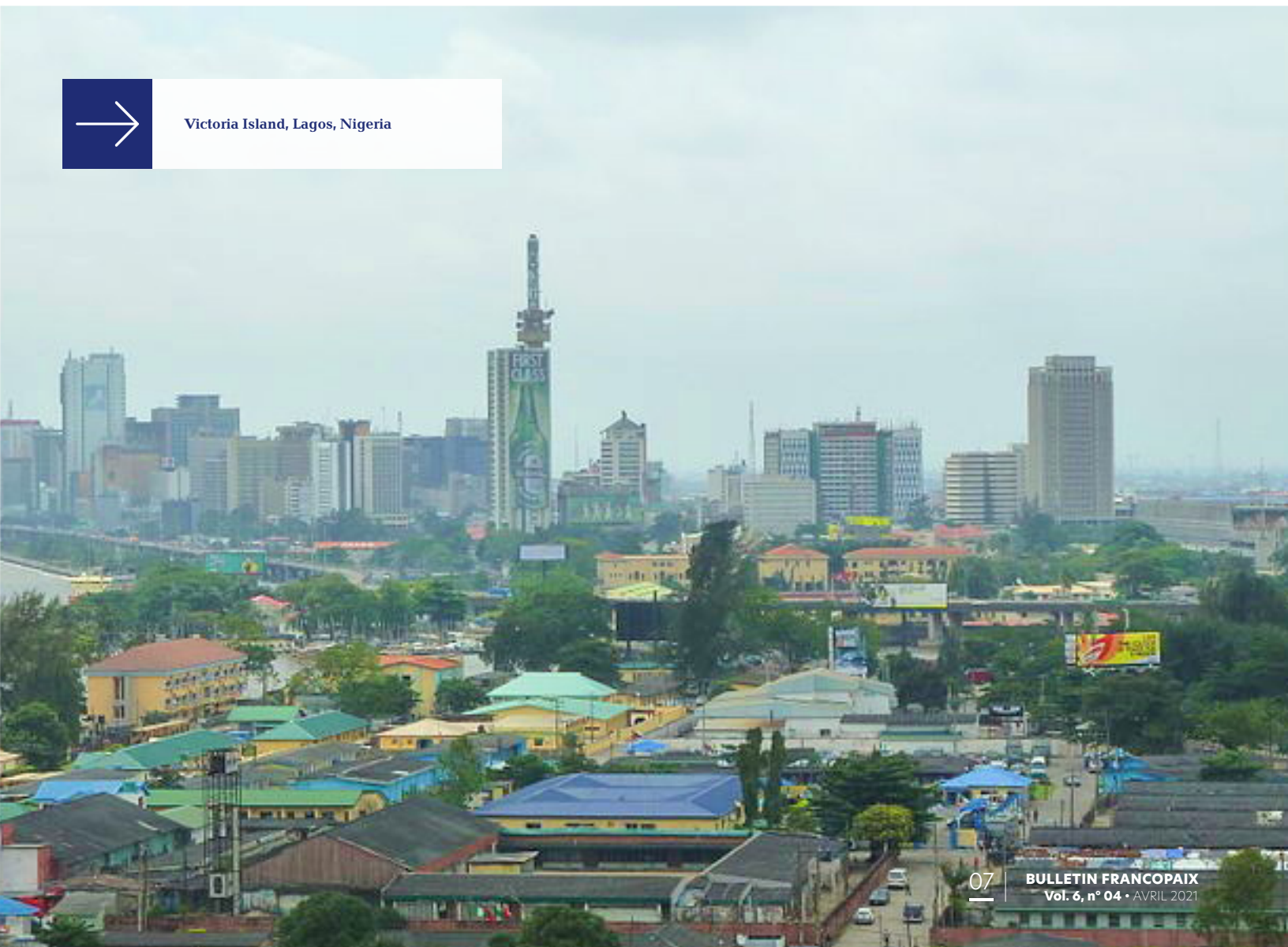
co-organise, mercredi 28 avril, la séance des Petits-Déjeuners Afrique de l'IRSEM sur le thème « [Civil Resistance and Rebel Governance in Côte d'Ivoire](#) » avec la participation du Dr. Sebastian van Baalen (Uppsala University).

→ Marina Sharpe

a été nommée au comité de rédaction de l'*International Journal of Refugee Law*, publié par Oxford University Press.



Victoria Island, Lagos, Nigeria



ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, École des hautes études en sciences sociales

Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'école militaire de Paris

Marina Sharpe

Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Becker1999 / [Flickr.com](#)

Page 2 : Becker1999 / [Flickr.com](#)

Page 4 : Prachatai / [Flickr.com](#)

Page 7 : OpenUpEd / [Wikipedia](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancopaix et @RDandurand

PARTENAIRE

